



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Intervention 70.09 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour le climat, le bien-être animal et l'autonomie alimentaire des élevages en hexagone

**Notice de la mesure « Élevage de monogastriques »  
PZ\_PRQE\_MONO  
Territoire « PRQE »  
Campagne 2024**

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

**Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Queyras**

**La Ville**

**05350 ARVIEUX**

**[x.bletteric@pnr-queyras.fr](mailto:x.bletteric@pnr-queyras.fr)**

## **1 OBJECTIFS DE LA MESURE**

---

L'objectif de cette mesure est de favoriser l'accès à l'extérieur des animaux monogastriques d'élevage. L'accès à des parcs favorise l'expression des comportements normaux des animaux et concourt à l'amélioration du bien-être animal.

Cette mesure vise d'une part à accompagner la création de parcs extérieurs pour les porcs et volailles et d'autre part à en améliorer la gestion et l'entretien.

*Réponse apportée par cette mesure vis-à-vis des enjeux territoriaux :*

Cette mesure permet d'encourager les pratiques vertueuses de l'élevage extensif du territoire en faveur du bien être animal, de la qualité des productions.

## **2 MONTANT DE LA MESURE**

---

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 735 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

**Votre engagement sera plafonné à hauteur de 7 500,00 € par an.**

## **3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ**

---

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant des sanctions peuvent être appliquées.

### 3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement UE n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

### 3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont **l'ensemble des terres arables, des prairies permanentes, des vergers servant de parcs aux animaux et des autres parcs de l'exploitation.**

Les codes cultures éligibles sont les suivants :

- Les surfaces agricoles déclarées avec un code culture classé dans les catégories de surface agricole en terres arables « TA », en prairies permanentes « PP » ou en cultures permanentes « CP »,

- Les surfaces déclarées avec le code « Parc d'élevage de monogastriques avec couvert dégradé, voire sol nu » (SNU) du point 1.12 « Divers - surfaces non admissibles aux aides 1<sup>er</sup> piler ».

Les parcelles doivent obligatoirement faire l'objet d'une déclaration PAC en cochant l'attribut « Parcours » pour être éligibles.

Se référer à la fiche télépac « Liste des cultures et précisions ».

#### **4 CRITÈRES D'ENTRÉE**

---

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC (tout le territoire du PAEC est éligible) ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Part minimale de 10% de la SAU en prairie permanente
- ✓ Engager au maximum une surface de l'exploitation de :

**Volailles :**

0,4 ha / 1 000 poulets

0,5 ha / 1 000 poules pondeuses

**Porcins :**

0,014 ha / porcelet

0,154 ha / truie

0,071 ha / autre porc.

#### **5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS**

---

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

Critères retenus :

Les demandes accompagnées d'une fiche de liaison, signée par l'opérateur, sont prioritaires.

1) Les demandes d'engagements situés en zones Natura 2000 à enjeux forts ou très forts, les demandes d'engagement dans des mesures à enjeux eau, dans les mesures DFCI, dans les mesures de préservation des zones humides, dans les mesures visant à préserver les espèces en PNA,

**13 points**

2) Les demandes d'engagements situés en zones Natura 2000 pour les autres niveaux d'enjeux et dans les autres zones de protection,

**8 points**

3) Les demandes d'engagements situés dans les autres zones des territoires des PAEC.

**3 point**

Parmi ces demandes et dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée à la campagne MAEC, la répartition de l'enveloppe budgétaire régionale doit respecter les critères de priorisation régionaux suivants :

a) Les mesures systèmes,

**1 point**

b) Les demandes avec plan de gestion,

**1 point**

c) Les jeunes agriculteurs bénéficiaires des aides à l'installation, installés depuis moins de 5 ans à la date de la clôture des déclarations PAC de l'année de la demande.

**1 point**

d) Les exploitations en agriculture biologique (AB)

**1 point**

e) Les exploitations engagées dans une démarche de haute valeur environnementale de niveau 3 (HVE3)

**1 point**

Parmi ces demandes et dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée à la campagne MAEC, la répartition de l'enveloppe budgétaire régionale doit respecter les critères de priorisation locaux suivants :

a) Toutes les demandes d'engagement dans des MAEC faites par des exploitations individuelles sont prioritaires.

b) Les demandes d'engagement dans la mesure à plan de gestion PRA3 faites par des entités collectives sur des apages situés pour tout ou partie sur un site Natura 2000 sont prioritaires.

## **6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE**

---

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est à dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

<b>Obligations du cahier des charges</b>	<b>Période d'application</b>	<b>Modalités de contrôle</b>	<b>Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction<sup>1</sup></b>
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	<b>Avant le 15 mai 2027</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06
Respecter une densité instantanée maximale avec un accès direct des animaux aux parcs de :  <b>Volailles :</b> 2 m <sup>2</sup> / poulet 4 m <sup>2</sup> / poule pondeuse <b>Porcins :</b> 83 m <sup>2</sup> / porc de + 85 kg.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Registre d'élevage	Anomalie réversible, localisée, à seuils (par tranche de 5 %), d'importance égale à 0,4
Entretien des parcs conformément aux prescriptions du diagnostic agro-écologique de l'exploitation : - Déplacements des zones d'alimentation en situées à l'extérieur des bâtiments, - Variétés autorisées dans les parcs, - Maintien ou régénération régulière de la couverture herbacée.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Visuel sur la base du diagnostic	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,5
Améliorer l'aménagement des parcs conformément au diagnostic agro-écologique de l'exploitation.	<b>À partir du 15 mai 2029</b>	<b>Contrôle sur place</b> Visuel sur la base du diagnostic	Anomalie définitive, localisée, totale, d'importance égale à 0,5

<sup>1</sup> Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction

## **7 PRÉCISIONS**

---

### 7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une formation obligatoirement au cours des 2 premières années d'engagement, soit avant le 15 mai 2027 pour un engagement ayant débuté en 2025. Une attestation de formation devra être délivrée à l'exploitant suite à la session de formation suivie. Pour suivre la formation associée à cette MAEC, vous devez contacter l'opérateur du territoire ou la DDT(M) du siège de votre exploitation.

### 7.2 Les animaux éligibles, surface maximale engageable et les densités maximales

<u>Catégorie</u>	<u>Surface maximale engageable (ha/animal)</u>	<u>Densité maximale (animal/m2)</u>
<u>Poulet</u>	<u>0,0004</u>	<u>0,5</u>
<u>Poule pondeuse</u>	<u>0,0005</u>	<u>0,25</u>
<u>Truie</u>	<u>0,15</u>	<u>0,012</u>
<u>Autres porcs</u>	<u>0,071</u>	<u>0,012</u>

### 7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut souscrire à la fois cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.